

# La Belgique accusée d'armer les opposants

## BURUNDI « Absurde », répond Didier Reynders

► Dans un climat de tension extrême, le régime du président Nkurunziza lance de violentes attaques contre l'ex-puissance coloniale.

► Les autorités belges démentent les accusations, mais gardent leur sang-froid.

Pour la troisième fois, la Belgique, ancienne puissance coloniale et qui joue, auprès des autres partenaires du Burundi, un rôle de « leader d'opinion », a été prise pour cible par un haut responsable du pouvoir : Pascal Nyabenda, le président du parti qui

soutient le président Pierre Nkurunziza, a déclaré, dans un communiqué, que « les lobbies belges et leurs réseaux de l'Union européenne lancent des déclarations apocalyptiques » concernant un « génocide » au Burundi et cela, « dans le seul but de protéger une nébuleuse politicienne que le colonisateur arme et finance dans ce petit pays (...) afin de le détruire ». Selon Pascal Nyabenda, cette démarche « relève de la re-colonisation du Burundi et de son peuple ». Pour lui, au lieu de « crier au génocide », la Belgique devrait plutôt « encourager » les populations des quartiers contestataires à remettre à la police les armes détenues illégalement.

Il y a déjà plusieurs jours que les porte-parole du pouvoir burundais prennent la Belgique à partie, dénonçant pêle-mêle la période coloniale, l'assassinat du Premier ministre Rwagasore au lendemain de l'indépendance, les divers démêlés avec Bruxelles... Cette fois, plusieurs sources nous

indiquent que si la Belgique est visée, c'est parce qu'elle accueille de nombreux opposants politiques et réfugiés, mais aussi parce que, sur les ondes de la RTBF, le député européen Louis Michel a tenu vendredi matin des propos extrêmement alarmants, suggérant que le Burundi, dans une sorte de tragique répétition

du Rwanda en 1994, serait à la veille d'un nouveau génocide.

« Cela n'a pas arrangé les choses, nous confie un ressortissant belge sur place, car si nous sommes à la veille d'une guerre civile, et que les hostilités armées ont déjà commencé, il est trop tôt cependant pour parler d'un génocide... »

Sur le plan diplomatique, la radicalisation des discours anti-belges est prise au sérieux, mais sans engendrer de décision précipitée : « Nous appelons au calme et au dialogue », a insisté le chef de la diplomatie belge, Didier Reynders, en qualifiant d'« absurdes » les accusations portées par les autorités burundaises. « Aucun ordre d'évacuation des 500 Belges résidant encore dans le pays n'a été donné, mais la situation est suivie de très près, sinon d'heure en heure », a également précisé un porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Sur place cependant, au cours d'une réunion qui s'est tenue samedi, il a été décidé que les familles des membres de la CTB (Coopération technique belge) travaillant au Burundi seraient ramenées en Belgique d'ici le 26 novembre, et peut-être plus rapidement encore. A ce stade, l'école belge de Bujumbura, qui accueille 380 élèves, contre 600 l'an dernier, reste ouverte, mais le départ des enfants des coopérants réduira encore ses effectifs de quelque 30 personnes.

Selon les observateurs, s'il est peu pensable que des respon-

sables politiques lancent ouvertement une « chasse aux Belges », on peut redouter cependant que des partisans du pouvoir, des miliciens Imbonerakure ou d'autres militants recrutés parmi les couches les moins instruites de la population, prennent à la lettre les discours incendiaires des dirigeants et s'en prennent à des symboles de la présence belge au Burundi, tels que des établissements commerciaux...

S'ils ne sont pas directement visés, les Belges résidant au Burundi redoutent de toute manière d'être pris au piège de la guerre civile qui s'étend : « De tous côtés, les armes affluent et l'opposition est rejointe par des militaires déserteurs bien formés et bien équipés », nous explique un observateur qui souligne que les victimes appartiennent aux deux camps : « Si de nombreux civils ont trouvé la mort, plus de 400 policiers ont aussi péri depuis le début des manifestations contre le troisième mandat du président Nkurunziza... » ■

COLETTE BRAECKMAN

À CONTRE-COURANT...

### Le président du Bénin fidèle à la Constitution

Le président béninois Thomas Boni Yayi, l'un des rares chefs d'Etat africains à s'être engagé à passer la main au terme de deux mandats, a choisi de « respecter » sa Constitution en ne se présentant pas à l'élection présidentielle de 2016. « Chacun sa conviction. La mienne c'est de respecter (...) la Constitution de mon pays qui prévoit deux mandats non renouvelables », a déclaré Boni Yayi - élu en 2006 et réélu en 2011, en marge d'une visite à Paris. (afp)